UNE AUTRE MISSION POUR OUYAHIA

Après l'Inde et New York, le chef du RND sera le représentant personnel de Bouteflika dans les prochains jours, en Europe, cette fois-ci. C'est ce que nous confie une source digne de foi sans pour autant préciser la date ou la destination de l'ex-chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia.

L'engagement de Noureddine Moussa

Le ministre de l'Habitat se serait engagé à se rendre «à l'improviste» dans certaines cités AADL de la capitale afin de vérifier «de visu» les affirmations de locataires mécontents qui lui ont fait part de leurs griefs. Il s'agit, affirment des sources crédibles, de locataires du site Sebbala qui ont étonné le ministre en lui affirmant que la cité s'est transformée en chantier abandonné alors que, selon les rapports en sa possession, tous les travaux ont été achevés depuis plusieurs mois déjà.

Belkhadem «survivra» au prochain remaniement

Abdelaziz Bouteflika procédera à un remaniement partiel du gouvernement dans les jours à venir, apprend-on de bonne source.

Cela, sans toutefois changer le chef du gouvernement, Abdelaziz Belkhadem, qui terminera à la tête de l'exécutif le mandat en cours de Bouteflika, contrairement aux supputations en vogue dans les milieux politiques et médiatiques.

Patrimoine très convoité

Le patrimoine immobilier du FLN fait l'objet d'une gestion plutôt «douteuse», estiment certains cadres de ce parti. A titre d'exemple, ils citent les cas du siège de la kasma de Bab-Ezzouar et d'un parc situé à Belcourt, qui ont été attribués à un opérateur privé activant dans le secteur des transports.

Il semblerait que ces opérations de cession aient eu lieu avec la bénédiction d'un des membres de l'instance exécutive du FLN.

BAZOOKA

Questions lancinantes sur la matraque

Par Mohamed Bouhamidi
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Etonnante lecture de quelques titres de la presse nationale de ce week-end qui consacraient leur une et leurs principaux articles aux émeutes de Gdyel et aux automutilations de Tizi-Ouzou. Les journalistes n'ont pas manqué de faire le constat amer qu'elles ont suivi les émeutes de Tiaret et les affrontements fratricides de Berriane.

Un sentiment de révolte et d'incompréhension se dégageait de ces lectures. Tant d'argent dans les caisses depuis neuf ans et tant de misère et de malvie dans les conditions des gens et la jeunesse en particulier !

Un journaliste relèvera que le refus de parler aux jeunes procède de la même nature que le refus de parler aux militants des syndicats autonomes. Et le parallèle a été vite fait entre la matraque qui a servi contre les autonomes en route pour déposer un document au Palais du gouvernement et celle qui a sévi à Tiaret et à Gdyel après avoir servi dans tant d'autres circonstances analogues. Le dialogue par la matraque. A la composition et au maniement de laquelle Hakim Laâlam consacrera une chronique.

Un observateur étranger — et il en existe, n'en doutez pas, ne serait-ce que dans les différentes chancelleries — en conclurait, au vue de la répétition et de la généralisation de l'usage de la matraque, que le gouvernement — ou le pouvoir — veut tenir le pays plus que le gérer et, du moins, veut le gérer sans la société. Toute la société. Sans sa composante des exclus et des chômeurs comme sans ses élites – médecins, enseignants, fonctionnaires – poussées à la grève par des salaires de misère. Cet observateur étranger serait d'autant plus étonné qu'aucun Etat au monde ne peut se gérer contre ses propres agents. Au motif de ses étonnements, l'argent n'est pas le moindre : comment avec tant d'argent créer autant de désespoir. Assurément, le pouvoir veut gérer le pays sans la société. En réalité, il veut le gérer contre la société. En poussant plus loin, cet étranger peut se demander comment le pouvoir peut espérer gagner sa bataille contre le terrorisme en se coupant ainsi de son peuple. Impossible, et il y trouvera l'une des raisons de la longévité du phénomène quasi-vaincu en 1998. En poussant plus loin, sachant que le pays suscite des convoitises pour ses richesses en hydrocarbures, il peut se demander comment le pouvoir peut résister aux pressions et aux manœuvres en cours sans un consensus national, un appui populaire et une légitimité populaire à défaut d'une légitimité par les urnes. Cela fait assurément beaucoup de questions au centre desquelles se retrouve constamment la question de l'argent. Les oligarchies au pouvoir ont l'argent pour tenir le peuple et ne veulent certainement pas parler d'une autre distribution des richesses.

Terrorisme ou pas. Manœuvres étrangères ou pas, il sait satisfaire en donnant toujours plus de gages sur la sécurité énergétique, clé de ces manœuvres. Si on admet l'hypothèse de la nature oligarchique du pouvoir, on comprend aussitôt sa politique à l'endroit de la société et de la nation. Mais il faut d'abord revenir à la nature du pouvoir.

M. B.